

L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PARIS. (Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.) payable
 PROVINCE. (Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.) payable
 LA FRANCE. 43 fr. 44
 ALLEMAGNE. 48 fr. 44
 ANGLETERRE. 47 sh. 44
 AUTRES PAYS. 52 fr. par trimestre, 50 par année.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre
 à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin.

B. LUNDI

On s'abonne :
 BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
 PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51;
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Habsbourg et Vogler;
 LONDRES, Courcier, 2, St-Anne's Lane; Delizy,
 Davies et Co, 4, Finch Lane, Cornhill; 1, Cecil St.,
 Strand; Smith and Son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
 Tavistock Row; Ag. Siegle, 140, Leadenhall Street.
 AMSTERDAM, B. Eisenb. et fils, libraires;
 LA HAYE, Belin, libraires;
 ROTTERDAM, MM. Nijgh et Van Dijk, libraires;
 LUXEMBOURG, au bureau de poste;
 ROSE, Marie, libraire, place Colonna;
 GAGNE, Grinvald, place de la Poste, 21;
 FLORENCE, Vieusseux, cabinet littéraire;
 NAPLES, Deiken et Rocholl;
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
 CONSTANTINOPLE, Deiken et Rocholl, libraire;
 SYRINE, Deiken et Co, libraires.

BRUXELLES, 6 octobre.

REVUE POLITIQUE.

C'est aujourd'hui que s'accomplit à Lourdes le pèlerinage que M. le marquis de Francie a qualifié de pèlerinage national, en invitant ses collègues de l'Assemblée de Versailles à y aller confesser leur foi. Nous saurons donc seulement demain ou après-demain combien de députés auront répondu à l'appel si pressant du représentant de la légitimité et de l'Église.

Divers journaux parisiens, l'*Univers* en tête, naturellement, ont pris leurs mesures pour conserver à l'histoire tous les détails de cette manifestation — partie pieuse et politique. Mais leurs correspondants ne peuvent parler encore que des préparatifs de la fête, et rien de ce qu'ils en rapportent n'offre un intérêt suffisant pour que nous ayons à en faire mention.

La polémique provoquée par le discours de M. Gambetta semble ne point devoir finir. Les récriminations des journaux antirépublicains contre l'orateur de la gauche deviennent chaque jour plus véhémentes, sans être pour cela plus fondées et plus raisonnables. On ne veut point, décidément, pardonner, dans le camp des bonnets à poil, la liberté grande qu'il a prise de mettre les républicains en garde contre les embûches de leurs ennemis, et on ne cesse de lui faire un crime de félonie-patrie de l'agitation qu'il a, dit-on, provoquée. Mais voici que, tout en s'acharnant plus que jamais à l'accabler sous cette grave accusation, on s'éveille en même temps à enlever toute portée à son voyage et à réduire à rien les tentatives dont il a été l'objet. Des lettres publiées par le *Journal des Débats* et par d'autres feuilles engagées dans la même voie affirment qu'il n'en de l'accueil enthousiaste dont parlent les organes de l'opinion républicaine, il n'a rencontré que réserve et froideur dans toutes les réunions où il a pris la parole.

La contradiction est flagrante, car enfin s'il y a eu une telle froideur, il n'y a pas eu d'agitation, et c'est gratuitement qu'on dénonce à l'indignation publique l'auteur d'un trouble purement imaginaire.

Le fait est que l'agitation dont se plaignent avec tant d'après les journaux hostiles à M. Gambetta, c'est eux-mêmes et eux seuls qui l'ont créée, en lançant dans le public leurs accusations passionnées sans même avoir en la patience d'attendre que les paroles subversives de l'orateur populaire fussent exactement connues. Les neuf dixièmes à coup sûr des gens qui se présentent, comme terrifiés par les audaces du député de Paris, ne connaissent rien assurément que par les versions falsifiées qu'on en si grande hâte d'écrire, de propager et d'émousser par leurs commentaires intéressés. Il y a, de leur part, un parti pris évident. Aussi est-on en droit de s'étonner que des journaux qui passent pour relater ordinairement la pensée même de la présidence s'associent aux adversaires habituels du gouvernement dans cette campagne où la bonne foi est si résolument mise de côté.

Si l'inspiration de M. Thiers y était vraiment pour quelque chose, — ce qui nous paraît bien difficile à admettre, — c'est que le chef du gouvernement serait d'une intrigue dont mieux que personne cependant il est en situation de discerner le but et le péril. Que ce soit le jeu des partis monarchistes de brouiller M. Thiers avec la gauche, rien n'est plus facile à comprendre. Mais nous ne sommes pas à ce jeu et se laisser pousser à cette rupture, qui le mettrait à la merci des intrigants dont il a si complètement et si heureusement déjoué, jusqu'à présent, toutes les manœuvres, cela s'expliquerait moins aisément. L'illustre homme d'État connaît trop bien les meneurs de cette intrigue nouvelle, il a trop de perspicacité et trop de patriotisme pour se mettre à leur suite.

On ne tardera probablement pas à en avoir la preuve, car d'après ce que nous mande un de nos correspondants de Paris, le Président se propose de se rendre jadis prochain au sein de la commission de permanence, à Versailles, afin d'y répondre en personne aux interpellations dont il paraît que, cette fois, le voyage de M. Gam-

betta doit être l'objet. Notre correspondant croit savoir que M. Thiers veut dire à la commission, pour que de la sa déclaration arrive au public, que les faits ont été grossis par la presse et que l'ordre n'a point été tenu, de ses faits et de M. Gambetta, du moins, et du député.

Il est question depuis deux ou trois jours, dans certains journaux qui prennent leurs désirs pour des réalités, d'une circulaire que le ministre de l'intérieur adresserait aux préfets, à l'occasion des élections partielles du 20 octobre et qui contiendrait un exposé développé de la politique intérieure du gouvernement. Jusqu'à présent, d'après nos informations particulières, aucune délibération n'a eu lieu à ce sujet dans le conseil des ministres, et si s'agissait, comme on le prétend, d'une circulaire ayant l'importance d'un manifeste gouvernemental, le ministre de l'intérieur n'en pourrait prendre l'initiative sans en avertir ses collègues et sans leur demander leur acquiescement. Au surplus, M. Victor Lefranc est encore en congé et ne sera de retour que demain probablement. Ce n'est pas de Mont-de-Marsan, sans doute, qu'il lancerait un document d'une telle gravité. La nouvelle est donc pour le moins prématurée.

L'opinion libérale en Prusse considère l'introduction du mariage civil obligatoire comme une panacée infaillible contre la maladie politico-religieuse qui travaille aujourd'hui l'Allemagne. L'organe du ministère, la *Correspondence provinciale*, avait annoncé, il y a huit jours, que le gouvernement allait présenter incessamment aux Chambres une loi sur la matière, projet qui était prêt et qui devait seulement être approuvé en conseil des ministres.

La *Gazette de la Croix*, qui, en sa double qualité d'organe ultraconservateur et de champion de l'orthodoxie protestante, a le mariage civil en horreur, avait d'abord démenti cette nouvelle; elle y revient aujourd'hui pour la confirmer.

Le mariage religieux, tel qu'il existe encore à l'état d'institution dans la plus grande partie de la Prusse, est un legs du moyen âge, et le sait qu'un Allemand on se détache difficilement des abus traditionnels. Il ne suffit pas que le ministre ait le courage de présenter une loi aussi radicale, il faut encore qu'il ait la volonté et l'énergie nécessaires pour l'imposer à la Chambre haute et, au besoin, pour briser les résistances de ce dernier boulevard de la réaction. Il ne faut donc pas se livrer à des espérances prématurées, car la campagne parlementaire qui va s'ouvrir sera rude. Du reste, les gens sensés ont d'avis que le mariage civil ne suffira pas pour terminer le conflit entre l'État constitutionnel et le jésuitisme catholique et protestant; ce serait un premier pas dans la voie de l'émancipation civile, mais ce ne serait pas encore la victoire complète de la société laïque sur ses ennemis déclarés et irréconciliables.

L'exécution de la loi sur les jésuites en Allemagne donne lieu à de violentes protestations dans les journaux ultramontains.

La *Germania* à Berlin, la *Deutsche Reichszeitung* à Bonn, déposent, en ce genre tout ce que la presse jésuitique a produit de plus violent.

Le gouvernement cependant ne s'émot pas de ces audaces. Il paraît n'avoir pour le moment qu'un désir, celui de ne pas passionner davantage une lutte qui ne fait que commencer. L'épiscopat allemand, de son côté, semble reculer devant une rupture ouverte avec l'État. Le *Volksblatt* de Stuttgart, organe de l'évêque de Rouenbourg, assure que tout ce que les journaux, même les journaux catholiques, ont dit de la conférence épiscopale de Fulda, est faux. Les évêques, dit cette feuille, ne publieraient pas de lettre pastorale collective, ce qui serait une manifestation que la situation actuelle ne semble pas exiger, mais ils adresseront au gouvernement un mémoire pour exposer leurs griefs et leurs vœux.

L'évêque de Paderborn, qui avait reçu de soixante curés protestants de la Saxe la demande de rentrer dans le giron de l'Église catholique, a été soumis à une visite domiciliaire de la justice. Malgré les protestations du prélat, les lettres dont il s'agit et que l'on suppose apocryphes, ont été saisies.

Le gouvernement monténégrin a accueilli les observations de la Porte relatives au conflit de

Kolachine. Le Sénat de Cetinje a décidé que les habitants de la principauté qui seraient convaincus d'avoir provoqué le conflit seraient rigoureusement punis; et le prince Nicolas s'est engagé à tenir la main à l'exécution de cette promesse.

On avait affirmé d'abord que les Turcs avaient été les agresseurs dans la déplorable affaire entre les Monténégrins et eux, à Kolachine, et que l'ambassadeur russe à Constantinople avait invité ses collègues à adresser, à ce sujet, une Note collective au gouvernement ottoman. Cette assertion est contournée; d'après un télégramme de Constantinople, le général Ignatieff se serait borné à donner avis au corps diplomatique de son intention de recommander la modération aux deux parties.

Nous espérons que tous ceux qui ont le souci de l'instruction publique liront et méditeront la circulaire que M. Jules Simon vient d'adresser aux procureurs des lycées français. Cette circulaire est un coup nouveau de l'enseignement. C'est mieux qu'une révolution, c'est une réforme qui renouvelle les méthodes, change les programmes, ne détruit ni les routines et les conventions que pour bâtir sur le terrain solide de la logique et du bon sens, assure aux professeurs plus de dignité en étendant leurs droits et leur responsabilité, touche à toutes les questions qui déterminent la condition intellectuelle, morale, physique des élèves, la santé de leur esprit, de leur âme, de leur corps.

Cet acte important d'un ministre de la république française arrache en France une approbation unanime, même aux ennemis de la république. L'effet n'en sera pas circonscrit, espérons-le, aux frontières de nos voisins. Cette circulaire ne s'adresse pas seulement aux procureurs français, elle est un document indispensable, elle est un recueil de préceptes et de conseils pour tous les professeurs, pour tous ceux qui s'intéressent à la bonne conformation des intelligences et des organes, pour tous ceux, enfin, qui acceptent cette parole de M. Jules Simon : « Le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple; s'il n'est aujourd'hui, il le sera demain. »

Cette circulaire qui discute des procédés pédagogiques, qui expose une méthode, qui établit les règles et le détail de l'enseignement, a l'intérêt d'une analyse et d'un récrit. Cette pièce administrative est un traité d'éducation bien pensé, bien dit, où les vues justes et les décisions utiles sont développées d'une manière frappante. Il faut ne rien omettre dans ce livre de petits chapitres, intitulés : Résumés, périodiques des professeurs; gymnastique; exercices militaires; éducation; hygiène; nature; promenades; leçons d'hygiène; histoire; enseignement des langues vivantes; histoire et géographie; modifications à apporter dans l'enseignement du latin et du grec; — urgence de ces modifications; classes élémentaires; récitation des leçons; le thème; le vers latin; la version; les interrogations; — l'explication des auteurs; les exercices de langue et de littérature française; usage de la bibliothèque; — méthode de lecture; résumé des observations précédentes sur l'enseignement du latin et du grec; examens trimestriels, concours généraux. » Nous sommes heureux qu'on puisse lire ces chapitres d'une simple circulaire avec autant d'application que d'attachement. Il est bon que ces questions vitales, que ces fondements de tous les progrès d'une nation soient présentés de façon à exciter la curiosité et l'intérêt de tout le monde.

On pourrait extraire de la lettre de M. Jules Simon nombre de vérités évidentes, quelques-unes des vérités frappantes, quelques-unes des principes excellents dont la circulaire de M. Jules Simon est pleine. Nous comptons que ces pensées justes et ce ferme langage entreront dans les esprits. Il y a urgence pour la France, et pour nous aussi, de transformer les vieilles méthodes d'abandonner les exercices dont l'infutilité est universellement reconnue, à l'urgence d'assurer, pour l'action féconde de l'enseignement, la dignité et la sécurité des professeurs, le développement physique des élèves, l'organisation naturelle et logique du travail.

La question de l'enseignement public moderne a été souvent débattue dans les luttes parlementaires. M. Arago soutenait

la thèse des sciences contre les langues anciennes. M. Saint-Marc Girardin défendait les études classiques, et la discussion était ingénuement, et ne concluait pas. On a eu, grâce à M. Fortoul, des innovations et des conclusions. C'est M. Fortoul qui a eu le privilège d'introduire le coup d'État de décembre dans l'enseignement public de la France. Car c'était bien un coup d'État, un régime d'absolutisme brutal et de discipline aveugle, que ce système de M. Fortoul qui faisait de l'université et des lycées une vieille machine, encombrée de rouages et d'entraves, où les professeurs ne devaient être que des engins dociles, où rien n'était laissé au jeu naturel des esprits. L'enseignement a souffert trop longtemps en France, et ailleurs, de ces pratiques étouffantes. Il serait bon que l'instruction fût donnée désormais comme l'air est donné aux poumons, pour assurer notre existence régulière et notre bonne conformation.

Faire des hommes, tous les problèmes aboutissent là et toutes les solutions peuvent se trouver dans ce résultat. Faire des hommes, c'est-à-dire assurer aux jeunes gens des organes sains, une force active et aisée, une exacte répartition de connaissances, un éveil continu de l'intelligence, un développement logique des facultés, une atmosphère naturelle, morale et intellectuelle qui fortifient, qui virilisent en même temps les bras, les jambes, le cœur et le cerveau.

Chaque détail a son prix dans cette œuvre incessante. Et il est indispensable à l'avenir d'un peuple d'y bien régler la question de la gymnastique, des promenades, des devoirs écrits, de l'enseignement des langues mortes, etc. Rien n'est indifférent dans les procédés qui doivent faire d'un enfant un homme. Rien ne doit être conservé de ce qui peut gêner le plein développement, la bonne santé des intelligences et des corps qui formeront une nation.

Le ministre de l'instruction publique de la république française voit bien le détail, et il voit bien l'ensemble de l'œuvre qu'il faut poursuivre. Il entre dans des indications minutieuses, et il ne quitte pas des yeux la grandeur du résultat à obtenir. Si M. Jules Simon voit, comme nous y comptons, ses réformes se réaliser et l'instruction et l'éducation de la France se transformer selon ses vues, il aura procuré à son pays une belle revanche, la seule qu'il faille désirer.

Nous lisons dans l'Étoile belge :

« La sous-commission militaire s'est encore réunie hier et elle continue à discuter l'avant-projet préparé par son rapporteur, dont certains points, nous assure-t-on, soulèvent quelque opposition. »

Bulletin hebdomadaire

DE LA BOURSE DE BRUXELLES.

L'opinion générale était que la banque d'Angleterre ne pouvait maintenir son escompte au-dessous du taux des autres banques et notamment de la banque de France. Cette décision, en effet, prise jeudi dernier, et n'a fait qu'aggraver les mauvaises dispositions de la bourse. C'est un tort selon nous, car il ne s'agit ici que d'une mesure nécessaire par les circonstances, et par conséquent temporaire.

L'économiste, que nous avons déjà en l'occasion de citer, s'exprime très-catégoriquement à ce sujet. L'Angleterre doit veiller, selon lui, à ce que l'Allemagne ne lui enlève pas son numéraire. Le commerce allemand a besoin d'argent, mais le gouvernement de Berlin en possède

Observatoire Royal.	
6 octobre, à midi.	
4 ^e jour de la lune.	
BAROMÈTRE OBSERVÉ.	767 ^m =26
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.	43.0
TEMPÉRATURE centigr. de l'air.	40 ^o 3
Id. maximum depuis hier midi.	43.0
Id. minimum depuis hier midi.	3 ^o 3
EAU tombée.	0 ^m =0
VENT.	E
SOLEIL, lever.	6 h. 08 m.
Id. coucher.	5 h. 27 m.
LUNE, lever.	matin. 10 h. 31 m.
Id. coucher.	soir. 7 h. 10 m.

assez pour répondre à la demande, et il faudra bien que l'argent finisse par sortir un jour de ses poches pour entrer dans celles du peuple.

La bourse, toujours sous l'empire d'une crise, et non de la rareté mais de la cherté de l'argent, a été de chutes en chutes pour les valeurs de spéculation et notamment pour l'emprunt français, qui se ressentait également de la liquidation de fin courant à Paris. Les reports ont été difficiles et les exécutions nombreuses. L'emprunt 5 p. c. a failli un moment décrocher 86, mais, à ce cours, il a rebondi et, sous l'impulsion de l'amélioration du marché français, nous clôturons à 86-90. On attribue cette fermeté à des causes diverses dont nous laissons l'appréciation à notre correspondance financière de Paris, mais elle nous semble, avant tout, être la réaction bien naturelle d'un mouvement de baisse parti de 89 pour ne s'arrêter qu'à 86.

Les Métaux, qui ont fait au plus bas 59 3/8, remontent à 59 15/16; les Piastres continuent à être délaissées au cours nominal de 29.

Les affaires du comptant sont plus calmes. Les fonds belges sont inamovibles à 102-50 pour le 4 1/2 et à 101 pour le 4 p. c.; le 4 1/2 de la Caisse d'amortissement se traite rondement à 98-50.

En obligations de chemin de fer, les offres dominent; nous voyons les Luxembourgs à 482, les Est-Belge à 307.

Les Chinois, qui végétaient sous les cours de 190, rétrogradent à 203, après avoir fait 217, sur des bruits confus de convention avec le Nord-Français, bruits que nous enregistrons sous toute réserve.

Les valeurs qui se rattachent au groupe des Bassins houillers maintiennent facilement leurs prix et sont l'objet de demandes suivies. A la bourse de Paris, les acheteurs étaient nombreux en Annuités variables à 49, et la plupart des obligations étaient recherchées : les Centres à 277, les Baines-Courtois à 274, les Hainaut-Flandres à 265 1/2 et les Tamines-Landen à 230.

La progression constante des recettes justifie cette faveur. Il n'y a plus à se préoccuper aujourd'hui des circonstances exceptionnelles qui avaient pu forcer les résultats de 1871, puisque nous sommes en 1872 et que chaque mois nous avons eu une augmentation à constater.

La recette pour le mois de juillet 1871 avait été de fr. 995,369-20; elle a été pour 1872 de fr. 1,124,106-33, soit une augmentation de 128,737-13 sur la recette brute, de 12-32 p. c. par jour kilomètre et de fr. 2,420 par an kilomètre.

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet, l'augmentation, avec un accroissement dans l'exploitation de 2,438 mètres seulement, a été de fr. 2,461,448, sur la recette brute, de 18-08 p. c. par jour kilomètre et de fr. 3,451-52 par an kilomètre. La recette kilométrique moyenne des sept premiers mois de l'année est de fr. 22,205-22.

Le marché des actions de chemins de fer est lourd; les Anvers-Rotterdam en baisse de 10 fr. à 647-50, malgré l'augmentation des recettes du Grand-Central. Les Papinister-Spa se sont élevés à 670; les Anvers-Gand sont fermes à 500 et les Lille-Calais, qui avaient fléchi à 217-50, se relèvent à 230.

Les actions des banques sont stationnaires, à l'exception des Mutualités, en hausse de 25 fr. à 935. Les Parts de réserve de la Société générale se traitent à 2,700, les Banque nationale à 3,470, les Banques de Belgique à 1,080, les Banque de Bruxelles à 595 et les Banque belge de commerce et d'industrie à 552-50.

Les demandes persistent en actions des sociétés industrielles, et principalement en actions de charbonnages. Les Charbonnages-Unis Ouest de Mons sont en hausse de 50 fr. à 570; les Cockfield font 1,535; les Forges d'Acoy, 750, et les Sacré-Madame 2,550.

Le marché des valeurs étrangères est lourd. Les Nord de l'Espagne se ressentent des nouveaux projets d'impôts soumis aux Cortès et se traitent à 202 ex-coupon. Les Méridionales sont à 258. Il y a cependant quelques demandes en obligation Grand-Ducal 3 p. c. à 303, et en Varna à 153.

Le prix des changes ne varie guère. On négocie l'Amsterdam à 214-25; le Berlin à 377 et le Londres à 25-45. Le Paris a fait jusqu'à 5 par mille de perte pour rester demandé à 4 par mille.

FEUILLETON DE L'INDÉPENDANCE BELGE

Du lundi 7 octobre.

CHRONIQUE MUSICALE.

THÉÂTRE ROYAL. — Continuation des débuts. — Les engagements qu'on n'aurait pas dû faire. — Ce sont-ils soi-même? — Ce que les chanteurs pensent d'eux et ce qu'en pense le public. — Est-ce toujours aux débuts que s'adressent les sifflets? — Les avantages du chant solennel méconnus. — L'école du chevènement. — La voix et la physiologie. — Les chanteurs volontaires rappelés à l'ordre. — Comment on facilite les représentations. — Une nouvelle prima donna. — Position des chanteurs qui ne débute pas. — Les mouvements du *Trouvère* rétablis. — Un petit-fils de Grétry. — Progrès dans les masses.

Les débuts se poursuivent avec des fortunes diverses. Il y a des admissions décidées; il y en a de douteuses encore; sur plusieurs autres le public s'est prononcé négativement. On comprend que le directeur se soit trompé sur l'aptitude de certains débutants dont le succès ou la chute a pu dépendre de peu de chose; mais il en est d'autres dont l'incapacité est si évidente qu'il aurait entendu, ainsi qu'il le devait faire, avant de les engager. On en cite qui ont été jugés si mauvais aux répétitions, qu'il était question de les empêcher de tenir l'épreuve d'une première audition. Faut-il les blâmer de ne s'être pas prêtés à cet arrangement? En aucune façon; ils maintiennent leur droit de se faire entendre du côté de la direction. C'était à elle de s'assurer qu'ils étaient de force à tenir l'emploi vacant.

Ces chanteurs tardivement reconnus incapables, on les a engagés plusieurs mois d'avance, on les a empêchés de se placer ailleurs et, au dernier moment, quand les troupes sont formées partout, on leur dit qu'on ne veut plus d'eux. Ils se résignent et ils ont raison. Que ne se jugeaient-ils eux-mêmes, dira-t-on? Est-ce qu'on se juge soi-même? Il y a bien des traits philosophiques intitulés : *De la connaissance de soi*; on les lit par curiosité, mais sans appliquer les maximes qu'ils renferment. Ceux qui les ont écrits ne se connaissent pas.

Tel chanteur que vous trouvez sans voix et sans talent a la conviction qu'il possède les plus belles notes du monde et qu'il est un virtuose de premier ordre. Si l'écrite dans les emplois inférieurs, c'est que la chance lui a été contraire. Il a tout le talent qu'il faut pour être largement payé et pour obtenir d'éclatants succès. Vous dites de telle débutante qu'elle a une voix de velouté et le charme qui la distinguent

jadis, qu'elle est usée, pour appeler les choses par leur nom. Elle s'écoute chanter et juge, dans son âme et conscience, que jamais des sons plus purs et plus mous ne sont sortis de son gentil gosier. Vous osez prétendre qu'elle n'est plus aussi jeune pour remplir de certains rôles; à peine mûre, elle consulte tous les journaux, à chaque instant, lui dit le contraire. Est-ce qu'un miroir trompeur; est-ce qu'il ne reproduit pas les choses dans leur réalité absolue? C'est vous qui voyez mal.

Il faut que ces pauvres débutants éconduits sachent que le public comprend et excuse leurs illusions; il ne veut pas d'eux, mais il ne leur en veut pas. Lorsqu'il s'agit pour faire connaître, par ce genre de convention, qu'il ne ratifie pas leur engagement, c'est souvent plutôt à l'administration qu'à eux-mêmes qu'il s'adresse. On pouvait prévoir leur sort et ne pas les exposer à un échec certain.

M^{lle} Jeanne Devries a repris possession du rôle de Violetta, son triomphe. Sa virtuosité s'y est signalée à plusieurs reprises, mais sa voix a paru moins timbrée et moins ferme qu'il y a deux ans. Il est possible que ce ne soit qu'une disposition temporaire. N'oublions pas que le climat de la Belgique est, pour les chanteurs, aux notes volées, une circonstance très-atténuante. Il y a souvent des détails d'exécution très-réussis, dans le chant de M^{lle} Devries; on regrette seulement qu'il soit aussi habilement sacrifié et que les passages en notes lides y fassent d'aussi rares apparitions. Tel chanteur respire trop; tel autre ne respire pas assez; M^{lle} Devries ne tombe dans aucun de ces excès; mais on la croirait souvent gênée du côté de la respiration, à cause du système qu'elle a adopté du phrasé à courtes périodes, méconnaissant les ressources qu'il y a dans le chant soutenu exécuté par une voix bien posée.

M. Martin faisait son second début dans le rôle de Norbert, un des plus massueuses qui soient dans le répertoire du baryton. Ce rôle, larmoyant, qu'on gémait plutôt qu'on ne le chante, n'avait qu'un avantage pour le débutant, c'était de donner une sorte d'3-propos aux continuels oscillations de sa voix. Maudit soit celui qui a inventé le vibrato et propagé l'école du chevènement. Il semble, en vérité, que les chanteurs formés par cette triste méthode se préparent tous à remplir le rôle d'Agnet dans *Maître Pathelin*. On ne peut cependant pas toujours entendre de la sorte, quelque penchant qu'on ait pour le genre champêtre.

Le second début de M^{lle} Cillag a eu lieu dans la *Favorite*. Cette fois encore son mérite de virtuose et son profond sentiment dramatique ont été reconnus; mais la voix a souvent, chez elle, trahi les efforts de l'artiste et le résultat de cette nouvelle tentative a été moins heureux que celui de son premier essai dans le *Prophète*.

M. Warot avait retrouvé toute sa voix, momen-

tanément altérée au commencement de l'année théâtrale. Il s'est montré excellent chanteur et presque comédien. Ceux qui ne l'auraient pas entendu depuis ses premiers débuts au théâtre de la Monnaie, il y a quatre ans, le reconnaîtraient à peine. Son chant était correct; mais froid et monotone. Il est aujourd'hui chaudement coloré; il a l'accent et des nuances.

Si M. Roudil pouvait s'animer comme l'a fait M. Warot! Il a une belle et puissante voix dans la force; il a même des notes d'une très-bonne qualité de timbre dans la demi-teinte. Malheureusement il n'a pas la véritable expression qui résulte moins du déploiement excessif des forces vocales que d'une juste appropriation de l'accent au sens des paroles. Il paraît n'avoir envisagé ses rôles qu'au point de vue des effets de sonorité. Nous lui conseillons de les étudier maintenant sous le rapport de l'expression. Ne lui serait-il pas possible de sourire quelquefois; doit-il demeurer impassible et conserver toujours un visage ténébreux? Sans mobilité de la physiologie, il n'y a pas de variété dans le chant. M. Roudil n'a qu'à regarder chanter M. Faure; il verra comme le timbre se modifie en raison de l'expression du visage.

Il est un reproche que nous adresserons à M. Roudil et que méritent également d'autres chanteurs : c'est de s'entêter sur les belles notes de sa voix, quand le malheur veut qu'elles tombent à la fin d'une période. Le chef d'orchestre a tort de se rendre complice de ces tonnes insupportables. Il représente l'autorité du compositeur et ne doit rien souffrir des chanteurs qui sont en contradiction avec les sens musicaux. C'est-ci ne remplissent plus leur mission; ils terrassent, du moment qu'ils font ce qui leur plaît, ce qu'ils croient leur être personnellement favorable. Le chef d'orchestre fera bien de ne pas attendre les virtuoses qui s'oublient sur une note sonore et de les entraîner malgré eux.

Dans *Haydée* M. Jourdan a prouvé qu'un chanteur a toujours assez de voix, lorsqu'il sait se servir de celle que la nature a bien voulu lui départir ou lui conserver. Aucune difficulté n'arrête; il arrive à tout. Que veut-on de plus quand il se distingue, en outre, par un art de chanter et de bien dire qui devient de plus en plus rare? Il y a seulement à lui faire observer qu'il a des explosions de mouvements chaleureux trop violentes, par moments, et qu'il devrait, dans l'intérêt de tous et de lui-même, modérer ces excès de zèle.

M^{lle} Sorani, dont l'engagement est résilié, s'était chargée du rôle d'Haydée pour *facteur*, comme on dit, la représentation. L'oppression est consacrée; mais elle chante parfois de justesse. Une représentation n'est pas facilitée, lorsqu'elle a lieu avec le concours d'un artiste qui n'a pas ce qu'il faut pour remplir sa tâche. Elle est difficile, au contraire, et pénible pour les assistants. Si l'on a voulu donner au public la con-

vicition qu'il avait eu raison de refuser d'admettre M^{lle} Sorani comme première chanteuse, on a réussi. Ce fut la seule fois où le public ait fait la participation de M. Courtois, par qui l'on a fait remplir le rôle de Malipieri. Il faudrait d'autres facilités que cela, pour que les représentations fussent agréables.

Le *Trouvère* a reparu. On aurait mauvaise grâce à se plaindre de la monotonie du répertoire. Les spectacles sont variés, et s'il y a lieu de s'étonner d'une chose, c'est qu'on ait trouvé moyen de monter deux ouvrages différents, dans la réouverture du théâtre, avec une troupe encore incomplète. Cette reprise du *Trouvère* avait pour principal objet d'offrir à M^{lle} Cillag l'occasion de subir une troisième et décisive épreuve dans le rôle d'Azucena. Les choses ont mal tourné pour cette cantatrice, dont l'engagement a été résilié.

Une nouvelle prima donna s'est fait entendre dans le rôle de Léonore. M^{lle} Gaston-Lacaze ne débutait pas; elle prêtait seulement son concours à la représentation, suivant ce que l'affiche nous a appris. Cette situation d'oiseau de passage ne donne au chanteur ni plus de voix ni plus de talent; mais elle lui permet d'user avec plus de confiance et plus de sécurité sur laquelle on a appelé une confiance et des juges mécontents; il ne redoute pas une condamnation. De son côté, le public est plus bienveillant; il n'écoute pas le chanteur pour surprendre ses défauts; il se laisse aller tout bonnement à ses impressions. M^{lle} Gaston-Lacaze était donc dans cette position avantageuse de l'artiste qui peut parcourir à son aise les sentiers de la virtuosité, sans crainte de tomber sur un sifflet au détour d'une cavatine. Elle a de la voix, dans le haut surtout; le médium est faible et les notes de poitrine n'ont qu'une existence fétive.

Par une erreur commune à la plupart des chanteurs dont l'instrument a de ces inégalités, elle donne avec excès de la voix qu'elle a, pour établir une sorte de compensation avec le peu de timbre de certaines notes; comme s'il y avait une somme totale de sonorité que le virtuose fut tenu de fournir dans un rôle. Agréable dans l'émission modérée, sa voix perd considérablement en qualité et en justesse lorsqu'elle la force. Elle a dit passablement l'air d'entrée; très-bien le trio du premier acte; faiblement la scène du *Misère* dans lequel elle a manqué complètement de fermeté rythmique et d'accent. Le duo avec le baryton eût été le mieux résolu des morceaux qu'elle a chantés, sans une dernière note sur laquelle elle se concentre tous ses efforts et qui, trompant ses calculs, a glacé les mains et qui, l'applaudir. Elle a produit un meilleur effet, à moins de frais, dans le duo du dénouement, où elle a mis une dose convenable de nuances dramatiques.

M^{lle} Warot a chanté comme dans ses meilleurs

jours et de sa meilleure voix, faisant facilement des choses et réussissant sur la scène cour et dans la coulisse d'où l'absurde livret du *Trouvère* oblige plusieurs fois le ténor à se faire entendre. Quant à M. Roudil, il a chanté comme toujours, attendu qu'il n'a qu'un mode d'exécution qu'il applique à Rossini, à Donizetti et à Verdi aussi bien qu'à Meyerbeer, sans faire de différence entre le style italien et la manière française.

L'orchestre a rétabli les mouvements de la partition de Verdi, que de mauvais traducteurs avaient gravement altérés sur notre scène et qui avaient changé le caractère de plusieurs morceaux. Il n'a pas donné à l'instrumentation du *Trouvère* des finesses qu'elle n'a point; mais il lui a rendu les formes rythmiques qui lui sont propres. Ce même travail de restitution a été constaté dans plusieurs des opéras repris depuis un mois. On entend maintenant la musique des maîtres, au lieu d'avoir à subir celle que substituent une interprétation défectueuse dans les mouvements et dans les nuances. Nous ne parlons pas des coupures qu'avaient faites des mains irrespectueuses, pour la plus grande facilité des chanteurs ou pour abréger la durée des spectacles, et qui ont disparu. On avait fait, relativement à la composition du personnel, des promesses qui n'ont pas été tenues; mais l'adaptation de l'orchestre et des chœurs va au delà de ce qui était annoncé et de ce qu'on espérait. C'est plus qu'une réforme qu'a faite M. Dupont, c'est une révolution. Depuis plusieurs années, il n'y avait pour ainsi dire

	ACTIF.	PASSIF.
Capital.....	25,000,000 00	
Encaisse métall. Espèces % lingots.....	116,644,300 42	
Prêts à l'étranger.....	3,008,789 19	
Aut. val. sur la Belgique 235,909,419 80		281,056,913 71
Aut. val. sur la France 42,188,709 66		
Ed. remb. en Belgique 000,000 00		
Ellets de Banque en circulation.....		247,078,780 00
Fonds publics.....	4,909,056 85	
Fonds publics de l'étranger.....	16,417,997 26	
Reserve.....		16,418,419 34
Avances sur fonds publics belges.....	3,481,400 00	
Trésor public Compt. partie.....		122,062,787 32
Comptes courants.....		
Immeubles, matériel et mobilier.....	3,685,932 48	
Trésor public—Fonds publics déposés.....	150,916,263 00	
Trésor public.....		151,215,978 00
Ann. et fonds pub. Dépôts volontaires.....	29,005,300 00	
Dépôts.....		29,005,300 00
Valours de la Banque d'épargne et de réserve.....	16,932,236 08	
Encaisse générale d'épargne et de réserve.....		16,932,236 08
Compte valeurs.....	4,311,206 86	
Trésor franc, valeurs encaissées.....	6,330,242 21	
Trésor franc, val. div. Dépôt pour tréfor franc	3,741,701 41	
Trésor franc, val. div. Compte de dépôt.....		3,741,701 41
	630,411,045 42	630,411,045 42

Actes officiels. Extraits du Moniteur.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Un arrêté royal du 4 octobre nomme commissaire du gouvernement, sous le titre d'administrateur-inspecteur, près de l'université de Liège, M. Folle (F.), docteur en sciences physiques et mathématiques, en remplacement de M. Polin, décédé.

JUSTICE COMMERCIALE. — Par arrêtés royaux du 4 octobre, sont institués :

Juges au tribunal de commerce de Liège, les sieurs :

Meulles (E.), banquier en cette ville ;
Dovez (Claude), avocat à Liège ;
Ansiaux (G.), banquier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Neef-Orban (J.), industriel à Liège ;
Malherbe (L.), négociant id. ;
Lamarque (O.), membre du conseil d'escompte de la Banque nationale à Liège.

Juges au tribunal de commerce de Louvain, les sieurs :

Van Camp (M.), négociant en cette ville ;
Gilbert (P.), menuisier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Durieux (A.), industriel à Louvain ;
Dues (A.), banquier id. ;
De Neuter (E.), architecte id., en remplacement et pour achever le terme du sieur Van Camp, institué juge.

Le 5 octobre 1872, M. José-Antonio de Aguilar Perez Coronel del Castillo a eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres que l'acquéreur du palais de la Monnaie, sous le titre d'administrateur-inspecteur, près de l'université de Liège, M. Folle (F.), docteur en sciences physiques et mathématiques, en remplacement de M. Polin, décédé.

JUSTICE COMMERCIALE. — Par arrêtés royaux du 4 octobre, sont institués :

Juges au tribunal de commerce de Liège, les sieurs :

Meulles (E.), banquier en cette ville ;
Dovez (Claude), avocat à Liège ;
Ansiaux (G.), banquier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Neef-Orban (J.), industriel à Liège ;
Malherbe (L.), négociant id. ;
Lamarque (O.), membre du conseil d'escompte de la Banque nationale à Liège.

Juges au tribunal de commerce de Louvain, les sieurs :

Van Camp (M.), négociant en cette ville ;
Gilbert (P.), menuisier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Durieux (A.), industriel à Louvain ;
Dues (A.), banquier id. ;
De Neuter (E.), architecte id., en remplacement et pour achever le terme du sieur Van Camp, institué juge.

Le 5 octobre 1872, M. José-Antonio de Aguilar Perez Coronel del Castillo a eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres que l'acquéreur du palais de la Monnaie, sous le titre d'administrateur-inspecteur, près de l'université de Liège, M. Folle (F.), docteur en sciences physiques et mathématiques, en remplacement de M. Polin, décédé.

JUSTICE COMMERCIALE. — Par arrêtés royaux du 4 octobre, sont institués :

Juges au tribunal de commerce de Liège, les sieurs :

Meulles (E.), banquier en cette ville ;
Dovez (Claude), avocat à Liège ;
Ansiaux (G.), banquier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Neef-Orban (J.), industriel à Liège ;
Malherbe (L.), négociant id. ;
Lamarque (O.), membre du conseil d'escompte de la Banque nationale à Liège.

Juges au tribunal de commerce de Louvain, les sieurs :

Van Camp (M.), négociant en cette ville ;
Gilbert (P.), menuisier id. ;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Durieux (A.), industriel à Louvain ;
Dues (A.), banquier id. ;
De Neuter (E.), architecte id., en remplacement et pour achever le terme du sieur Van Camp, institué juge.

Arts, sciences et littérature.

La brochure de *Mademoiselle de Cerdas*, comédie nouvelle de M. L. Stieglitz, est en vente chez tous les libraires.

— La *Science de la Paix*, programme, par Louis Bara. Ce livre, qui vient de paraître chez Charles Pothier, est un ouvrage intéressant, préface, est l'exécution d'un mémoire couronné à Paris, en 1849, par le congrès des sociétés américaines des Amis de la paix. L'auteur, avocat du barreau de Mons, né à Lille, avait alors 25 ans. Il est mort de phthisie pulmonaire, quinze ans avant l'impression de son œuvre, le 12 décembre 1872. C'est grâce à son œuvre qu'on a pu la retrouver. Dans ce « Mémoire sur l'abolition de la guerre », — c'est ainsi que l'auteur avait d'abord intitulé son travail, — il y a des pensées qui, aujourd'hui, après tant de guerres, paraissent être des idées de la paix n'avaient pas prévues, après la dernière surtout, paraissent d'une vérité bien étonnante et, surannée, il y en a d'autres qui ont fait leur chemin dans le monde depuis la rédaction de ce programme et qui font presque l'effet de prédictions. On pourra signaler dans cet écrit des traces d'ignorance littéraire ; mais malgré des négligences qui expliquent la jeunesse de l'écrivain et la hâte hâtive qu'il mettait à répondre à la question posée par le congrès, le style a de la clarté, de la netteté. Le fond n'a rien perdu de son actualité ; la publication du mémoire est la justification des éloges décernés au lauréat par le jury du congrès, qui rendait hommage à sa science, sa philosophie, son esprit pratique. Il y aurait même une comparaison assez curieuse à établir entre cet essai et le livre célèbre de Proudhon, *la Guerre et la Paix*, publié longtemps après. Proudhon ignorait Bara, comme Bara Proudhon, puisque le mémoire de Bara n'était pas imprimé quand parut le livre de Proudhon. Les analogies qu'on pourrait découvrir entre les deux œuvres seraient donc assez étonnantes. Le travail de Louis Bara, comme l'auteur le titre, n'est que le premier jet d'une idée ; c'est l'esquisse d'un tableau que l'auteur songeait peut-être à achever un jour. La mort ne lui en a pas laissé le temps. Tel qu'il est cependant, l'ouvrage offre un vif intérêt, et il faut savoir gré aux éditeurs de l'avoir retiré des cartons où il était enfoui depuis près d'un quart de siècle, sous des stériles lauriers.

Communications et avis divers.

La MESSAGERIE EXPRESS, 32, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagan, 2, Paris, — se charge du transport des dépêches, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et objets de toute nature en grande et petite vitesse. — Déplacements du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

— Mémoires aux anciens prix, Marché-au-Bois, 8.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspondance particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 5 octobre.

On s'est naturellement beaucoup occupé aujourd'hui de la note du *Jurnal officiel* annonçant que les officiers qui ont cru devoir se rendre au banquet de M. Gambetta changeraient de corps et subiraient soit-disant jours d'arrêt. Si on en juge par principe, des ordres de ce genre n'ont le droit de se rendre à aucun banquet donné par un député, il faut y reconnaître une des conséquences de certaine servitude toute spéciale imposée à l'uniforme ; mais on peut se demander si la même mesure aurait atteint ces officiers au cas où ils se seraient rendus à un banquet donné par un membre de la droite, même de ceux qui se montrent le plus hostiles au gouvernement. La négative semble probable ; dans tous les cas, la mesure prise contre les officiers coupables de républicanisme implique désormais que les mêmes prohibitions s'appliquent à ceux qui s'associeraient à des manifestations politiques quelconques.

La mesure prise par le gouvernement transportée de joie, on le pense bien, tous les journaux réactionnaires, et on exprime le vœu ou même l'espoir que cette mesure s'étendra aux maires qui ont cru devoir témoigner de la sympathie à un député républicain. Les maires n'étant pas sous le coup de la discipline militaire, on peut douter que ces rigueurs s'étendent à eux.

De reste, le gouvernement sent mieux que personne l'insuffisance et l'injustice de la campagne qu'il a dirigée contre M. Gambetta : je sais qu'un article destiné à atténuer le mauvais effet de ces hostilités avait été envoyé récemment à un des journaux qui s'inspirent de la présidence. Au dernier moment, on a réfléchi, et on l'a retiré.

D'autre part, je crois que le gouvernement est assez mal disposé pour les manifestations religieuses publiques, et qu'il commence à comprendre que ce n'est pas aux banquets de la Savoie que se trouvent ses plus grands ennemis.

L'évêque de Nantes était absent au moment où se sont passés ces derniers incidents ; c'est pour cela que la correspondance s'était échangée entre le vicaire général et le préfet. M. Fournier, l'évêque, de retour, vient de lancer une lettre pastorale, dans laquelle, bien entendu, il prend avec fureur le parti des pèlerins et met en cause de la façon la plus violente l'autorité municipale.

Sous l'empire d'idées analogues, le général Ducrot vient d'écrire une lettre en réponse aux objections dirigées contre sa nomination à Bourges par le maire de la ville. Le général déclare qu'il n'est nullement hostile au parti républicain ; mais il se montre hostile de la façon la plus décidée à tous les agents de désordre et à tous ceux qui pourraient gêner l'exercice de son gouvernement militaire.

Les dernières nouvelles du voyage de M. Gambetta font connaître qu'après l'adoption au maire a porté un toast à la fois au député qu'on félicitait et à M. Thiers. M. Gambetta a répondu par des paroles remplies de conciliation à l'égard du président de la république.

Dans le Morbihan les suffrages républicains se portent tous sur M. Beauvais. Dans le Calvados, le candidat probable du parti sera M. Paris, avocat, présenté par quelques comités comme radical, par d'autres — qui réclament contre cette qualification — comme modéré, mais enfin qui paraît réunir les suffrages de tous les républicains. Le préfet du Calvados est en ce moment à Paris.

Dans la Manche M. de Tocqueville, député, vient de prononcer un discours extrêmement républicain. Dans l'allocution adressée par M. Thiers au conseil d'Etat, qu'on lui présentait, le président de la république a parlé, à diverses reprises, de la centralisation et insisté sur les avantages de ce système. Il y a encore là quelque chose qui souligne les dispositions actuelles de M. Thiers à se rapprocher de la droite.

On a, avec une affectation ridicule, voulu mettre sur le compte des discours de M. Gambetta la baisse de la bourse, mais pour être juste il faudrait se rappeler que la bourse baisse depuis deux mois, et que la seule responsabilité qu'on pourrait mettre au passif du député de la gauche est de n'avoir point arrêté cette baisse.

On assure que le général Faidherbe éprouve même des difficultés pour la situation qu'on lui a fait offrir finalement lui réserver au sein de la commission supérieure des chemins de fer, le général Faidherbe qui la présidence était fort mal disposé pour le général Faidherbe, ou tout au moins pour ses idées politiques. Viendrait-il un moment où il ne serait plus possible d'être républicain dans l'armée de la république ?

Le général Suzanne vient de faire une visite à Bourges pour inspecter l'emplacement où doit être élevée une école d'artillerie.

Les dernières nouvelles de Belfort font connaître que les baraquements y sont complètement terminés. L'accord parait se faire entre la préfecture et la mairie de cette dernière ville sur la question des frais de représentation attribués à la municipalité. On a partagé le différend par la moitié, et ces frais seront de 25,000 fr.

Les conseillers généraux des Basses-Alpes viennent d'envoyer une adresse de félicitations et d'encouragement au président de la république. Dans le même département on a saisi un individu italien qui inspectait la frontière spécialement du côté de Barcelonnette, et qui semblait s'enquérir du moyen qu'il y aurait de lever les milices ; il a été incarcéré, ayant été considéré comme espion. Mais, réclame par le gouvernement italien, il a été relâché, et l'affaire, paraît-il, ne présente en résumé aucune gravité.

Le séjour des condamnés libérés, auxquels on a voulu attribuer une certaine responsabilité dans les derniers troubles de Narbonne, est interdit dans cette ville.

Les grandes manœuvres des troupes allemandes dans la Marne et la Haute-Marne sont malheureusement assez onéreuses à ces deux départements. Les soldats sont logés chez les habitants des villes, les officiers dans les châteaux.

Le père Secchi, connu par ses travaux astronomiques sur le soleil, va présenter, dit-on, quelques nouveaux rapports très-curieux à l'Académie des sciences.

(Correspondance financière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 5 octobre.

La liquidation de fin septembre s'est accomplie sans amener aucune des complications redoutées. La Banque s'était préparée, à toute éventualité, à fournir des ressources au marché, et, bien que son intervention n'ait été jugée nécessaire dans une certaine mesure, l'événement a montré qu'on s'était beaucoup exagéré l'importance des besoins qui pouvaient se produire. La Banque s'était engagée à prêter jusqu'à concurrence de 450 millions ; et, en réalité, les sommes avancées par elle n'ont pas excédé 80 millions. Tout, en somme, s'est passé mieux qu'on ne pouvait le prévoir : les livraisons de titres n'ont eu qu'une importance limitée ; les reports se sont traités couramment à 5/4 p. c. et 6 p. c. sur l'emprunt, ce qui, sans doute, est un taux relativement élevé, mais n'a certainement rien d'excessif, étant donnée la période de gêne et de resserrement universel que nous traversons.

La dépréciation qui, depuis six semaines, a frappé nos fonds publics, et les liquidations nombreuses qui en ont été la conséquence autour du moins ce bon côté que le marché se trouve aujourd'hui singulièrement allégé et ramené à des conditions beaucoup plus saines et normales. Parmi les souscripteurs de l'emprunt et parmi les acheteurs de la première heure, se trouvaient beaucoup de spéculateurs de médiocre consistance ; et il y avait de ce côté-là des diminutions nécessaires ; la baisse a laissé debout

ce qui était solide, et l'épuration est aujourd'hui grandement avancée, sinon tout à fait complète.

La baisse aussi a tourné au profit du classement de l'emprunt. Fort indifférents aux influences de spéculation qui pèsent sur le marché, les capitaux disponibles n'ont vu dans les bas cours qu'une excellente occasion d'accroître leurs placements, et les achats du comptant ont pris en effet, dans ces derniers temps, une importance tout à fait extraordinaire.

C'est un autre fait caractéristique que le développement qu'on voit déjà dans les libérations anticipées sur l'emprunt. Plus de 1,400 millions ! Telle est la somme qui est rentrée dans les caisses du trésor du fait des versements accomplis.

On comprend que cet empiètement des souscripteurs à aller au-devant de leurs engagements ait pu momentanément inspirer quelques inquiétudes sur l'état des ressources dont le marché pourrait disposer, pour les besoins de la liquidation. Dans la démonstration victorieuse qu'elle vient de faire de ses propres forces, la place de Paris retrouvera certainement un sérieux motif de confiance.

Incessamment, on ne se fait que trop, une forte partie des sommes actuellement immobilisées dans les caisses du trésor sera rendue, non pas à la circulation française, mais à la circulation allemande, ou du moins il dépendra du gouvernement prussien que, non-seulement l'Allemagne, mais l'Europe tout entière ait part à la distribution.

Les places allemandes soupireront ardemment après cette manne. Toutes sont encore aux prises avec une réelle disette d'argent qui se complique, en ce moment, de l'exagération donnée à la création du papier de circulation par la plupart des marchés et notamment à Berlin. Là, la Banque refuse impitoyablement tout papier qui porte à son origine la marque de la spéculation, et des signatures de tout premier ordre ne trouvent pas à s'écouler, en dehors de la Banque, à moins de 10 p. c.

La nouvelle hausse de l'escompte, à Londres (5 p. c.), était prévue chez nous et n'a fait qu'une médiocre impression sur le marché. On ne se dissimule pas que le marché anglais est en face d'une période qui pourra être difficile à traverser. Le plus gros embarras qu'il y ait à signaler de ce côté provient de la misère qu'on se trouve l'Angleterre de faire en ce moment d'énormes approvisionnements de céréales et autres denrées alimentaires pour combler le déficit de sa récolte. On évalue à 400 millions de dollars l'importance des achats de cette nature qui sont ou vont être faits en Amérique, à 700 millions de francs la part qui reviendra aux exportations françaises dans l'alimentation britannique. On craint que l'Amérique n'ait à payer à Londres, les expéditions d'Amérique ne viennent à se ralentir et même à cesser momentanément tout à fait.

En ce qui nous concerne, il n'y a, jusqu'à présent, aucune apparence qu'il y ait lieu de redouter une aggravation dans les conditions de l'escompte de la Banque. L'encaisse, qui touche à 8-0 millions, est protégée par le cours forcé des billets. Il restait à émettre 724 millions avant d'avoir atteint la limite légale de la circulation ; c'est là une marge suffisante pour tous les besoins prévus. Il n'y aurait de raison d'élever l'escompte que si, par suite de nouvelles augmentations au dehors, les capitaux français émigreraient ; 5 p. c. à Londres valent dix mieux que 5 p. c. à Paris ; car ici les remboursements se font en papier et là-bas ils se font en or ; mais heureusement que la dépréciation du billet de banque, représentée par la prime de l'or, est insignifiante, et cela suffit pour éloigner tout danger.

Depuis deux jours, et très-onctuellement, les dispositions de la Bourse sont meilleures. Après avoir broyé beaucoup de noir, on s'aperçoit qu'on a trop cédé aux impressions fauchées. Des achats importants ont été faits hier et aujourd'hui. La haute spéculation rentre en scène ; l'argent n'est plus à trouver qu'on avait trop baissé.

Nous rentes, tout particulièrement maltraitées dans la série des mauvais jours traversés, ont eu plus spécialement aussi le bénéfice de la reprise.

Le 3 p. c., qui était tombé à fr. 52-80, c'est-à-dire aussi bas qu'aux jours de la Commune, s'est relevé à fr. 53-42 1/2.

L'emprunt 5 p. c. 1871, après avoir touché 83 fr. 35, est revenu à fr. 84 fr. 35, soit à fr. de hausse.

L'emprunt 1872 s'est amélioré dans les mêmes proportions, de 86 fr. 30 à fr. 87 fr. 20.

Toutes les valeurs ont eu leur part du mouvement qui se dessine, mais ce mouvement est, en ce qui les concerne, moins accusé que sur la rente.

Dans son numéro du 5, le *Journal officiel* publie la Note suivante, relative au baraquement des troupes allemandes dans les quatre derniers départements occupés :

« Le nouveau traité entre le cabinet de Versailles et le cabinet de Berlin a été signé le 29 juin 1872. « Le 10 septembre, le général de Manteuffel, chef de la mission française, M. de Saint-Valler, est rentré à Nancy, le 4 juillet, muni des instructions de M. le président de la république.

« Le 17 juillet, le quartier général a fait connaître la nouvelle destination des troupes allemandes dans les quatre derniers départements, par suite de l'évacuation de la Marne et de la Haute-Marne. Cette répartition n'a pu être fixée qu'après une correspondance assez considérable, un côté étant le quartier général allemand, les généraux de division et de brigade et les chefs de corps de l'armée d'occupation ; de l'autre, le commissaire extraordinaire, les officiers du génie, les fonctionnaires de l'intendance militaire, les préfets et sous-préfets et maires.

« Le même jour, c'est-à-dire le 17 juillet, le commissaire extraordinaire a directement donné les instructions nécessaires aux commandants du génie et aux sous-intendants militaires pour la construction des baraquements dans vingt-neuf localités différentes. Ces travaux devaient se faire sous la direction du génie partout où ce service fonctionnait, et sous la direction de l'intendance partout ailleurs.

« Les entrepreneurs du génie, ayant, à de très-rare exceptions près, refusé de se charger de ces travaux, il a fallu recourir à de nouvelles adjudications. Tout en abrégant les délais autant que possible, il fallait cependant une publicité suffisante. La dernière adjudication a eu lieu le 24 juillet.

« Dans l'intervalle on a dû louer ou acheter les terrains où seraient construites les baraques, en agissant de concert avec l'autorité militaire, et préparer les plans, les constructions, égarées après entente avec les diverses autorités locales. Au cours de l'ensemble n'a pu être donné par elle, le général en chef ayant voulu laisser cette question à l'appréciation de ses généraux, qui eux-mêmes ont pour la plupart la haute main sur leurs chefs de corps. Il en est résulté, pour les quatre divisions allemandes, l'adoption de quatre types différents de baraquements, chaque type variant même dans les détails suivant les différents corps.

« Les adjudications faites, il a fallu demander l'approbation ministérielle.

« Les entrepreneurs, une fois fixés, ont dû réunir les ressources nécessaires en personnel et en matériel. Les ressources locales sont ces deux rapports étant parfois presque nulles et, partout, complètement insuffisantes, car il s'agissait de travaux considérables faits en même temps dans vingt-neuf localités différentes, les entrepreneurs ont dû s'adresser pour les ressources locales soit aux ressources du pays et même à l'étranger. Les travaux n'ont donc pu commencer sérieusement que vers le 15 août.

« Ils ont marché avec plus ou moins de rapidité suivant les ressources pécuniaires et l'intelligence des entrepreneurs, suivant les ressources locales et suivant les difficultés plus ou moins grandes résultant de la nature des terrains de construction.

« Les demandes souvent tardives des autorités allemandes ont été notablement retardées les travaux par quelques points.

« C'est qu'au bout d'un certain temps, que les ingénieurs civils et militaires ont pu se rendre compte de la situation et constater les empiètements ou les travaux étaient en retard.

« Dans toutes ces localités, le gouvernement est venu en aide aux entrepreneurs dans la mesure du possible, en leur prêtant de nombreuses brigades d'ouvriers excellents de la marine et même des canonniers, les travaux de terrassement étaient très-considérables.

« La vue d'un baraquement peut seule donner une idée de l'importance des travaux exécutés. Partout il a fallu creuser un casernement complet, et les baraques pour les troupes et les chevaux sont devenues des constructions accessoires. On a dû construire, en outre, des pavillons d'officiers, des

baraques pour cuisines, salles d'école, forges, magasins d'approvisionnement, hangars pour voitures, des salles de punition, des caves, des latrines, des puits, des égouts, etc., etc., empièrer les chemins du baraquement, créer des routes d'accès, etc., etc.

« Tous ces travaux, sans exception, ont dû être faits avec le plus grand soin, car aucun texte de convention n'oblige les Allemands à loger dans des baraques leurs soldats qui manifestent une préférence marquée pour la légion d'honneur.

« Enfin, dans toutes les questions concernant le bien-être des troupes, la plus grande initiative est laissée par les autorités supérieures aux chefs de corps dont les exigences varient nécessairement beaucoup et ne sont pas toujours faites à temps.

« A la date du 1^{er} octobre, la majeure partie des baraquements était terminée et proposée à l'acceptation des autorités allemandes, qui réclamaient généralement des modifications de détail sur lesquelles elles avaient pu se prononcer jusqu'à présent.

« Les baraques achevées devaient encore rester inoccupées quelques jours, afin de donner aux travaux de maçonnerie le temps de sécher ; dans l'intervalle, elles ont été munies d'un ameublement et du mobilier de l'usage.

« En résumé, les baraquements des vingt-neuf localités, sauf une ou deux peu importantes, seront terminés et hablés le 15 octobre, ce que les hommes compétents considéraient tout d'abord comme un résultat impossible à atteindre dans une limite de temps aussi restreinte.

On lit dans l'*Echo du Nord* :

« D'après les rumeurs du palais de justice, l'instruction de l'affaire du Bois-de-Boulogne sera non-seulement fort avancée, mais la culpabilité de plusieurs des prévenus ne fera plus de doute. On se rappelle l'arrestation de l'assassinat de la victime que le malheureux Haver a été assassiné dans des circonstances à peu près identiques à celles qui ont été racontées par les journaux. On dit qu'Haver, en luttant contre ses agresseurs, avait reconnu l'un d'eux et l'avait nommé tout haut. C'est ce qui avait causé sa mort. Le criminel reconnu, pour se débarrasser d'un témoin dangereux, n'a pas reculé devant un forfait de plus.

« En est bien d'autres, et cette bande de misérables aura un terrible compte à régler avec la justice.

« On lit dans le *Journal de Saint-Quentin* :

« Une terrible catastrophe a épué, mardi matin, la commune de Fresnoy-le-Grand (Aisne). Le lendemain devait commencer la fabrication dans la sucrerie qui se trouve près de la gare. Tout paraissait en état, la mise à feu était faite, on inspectait les appareils, quand, nous ne savons par quelle cause encore, le gazomètre fit explosion.

« Le directeur, le mécanicien et le chauffeur ont été tués sur le coup et plusieurs autres personnes sont blessées.

« Les dégâts matériels sont, dit-on, assez considérables pour compromettre la campagne de cette usine, et se ralentir et même à cesser momentanément tout à fait.

Le *Journal de l'Aisne* publie à son tour, sur ce sinistre, les détails suivants :

« Le gérant, M. Cachera, le contre-maître et un spécialiste étaient occupés à rechercher les causes qui empêchaient la production du gaz. L'un d'eux se trouvait sur la cloche qui ne s'élevait pas, lorsque celle-ci fit tout à coup explosion. Deux ou trois personnes citées furent lancées à une grande hauteur ; la troisième fut jetée contre la cheminée. Les secours arrivèrent aussitôt, mais on ne releva que trois cadavres. Une quatrième personne, employée dans la fabrique, est, dit-on, grièvement blessée. Des détails précis manquent, et l'on ne sait, jusqu'à présent, à quoi attribuer cette catastrophe.

« M^{me} Bonzed, connue sous le nom de Rose Pompon, vient d'être victime d'un vol considérable.

« Pendant le 21 du mois dernier pour Chaville, cette dame avait caché toutes ses valeurs au fond de la garde-robe de sa chambre à coucher dans un coffre et un sac de cuir.

Pendant son absence, un malfaiteur, après avoir escaladé le mur d'enceinte, a pénétré dans la maison en brisant un carreau et fait jouer la pignololette.

« L'effraction annonce que le voleur est un nommé Rolland, frotteur.

La somme volée se composait de 10,890 fr. en or, 20,500 fr. en billets de banque, 32,000 fr. en obligations au porteur, 25,000 fr. en obligations lombardes, et 52,000 fr. d'Orléans.

En tout, 140,390 fr.

On lit dans le *Dinamois* :

« Lundi matin, le bruit se répandit à Dinan que M. Guérin, notaire à Lanrelas (Côtes-du-Nord), était en fuite. Si peu vraisemblable qu'elle paraisse, cette nouvelle s'est répandue dans la région.

« Le jour même, M. le juge d'instruction et M. le substitut sont allés apposer les scellés sur les papiers de cet officier ministériel, dont la caisse était vide et qui avait quitté sa maison depuis une semaine, sans que personne se fût préoccupé de sa disparition.

« M^{re} Guérin passait pour avoir, sinon des habitudes très-laborieuses, au moins des goûts et une manière de vivre assez modestes, et les personnes qui le connaissent ont quelque peine à s'expliquer cette fugue déplorables autant qu'inattendue.

« Le 2^e conseil de guerre, siégeant à Paris, vient de condamner quatre soldats du 68^e de ligne, coupables d'avoir fabriqué et écoulé de la fausse monnaie.

Le 68^e de ligne était alors campé à Satory. Un jour, Desson, l'un des accusés, laissa tomber de sa poche une pièce dont le son parut singulier.

Arrêté et amené devant le commandant, il raconta que Gravier, son camarade, fabriquaient cette monnaie avec des cuivres en métal blanc acheté chez un marchand de la rue Satory, 14, à Versailles.

Interrogé sur le mode de fabrication, il répondit que Gravier se servait de deux planchettes et d'un mélange de sable et de blanc d'Espagne, pour conserver l'impression obtenue au moyen d'une pièce réelle.

Prenant alors un crayon, cet homme fit un croquis grossier, mais fort compréhensible du tout appareil employé.

C'est le procédé connu sous le nom de « mouillage » ou « chassiss », fort connu des ouvriers du même état.

Dans ce dessin, que Desson expliquait en le traçant, rien ne manque, pas même le conduit par lequel on versait le métal liquide. Ce document est joint au dossier.

L'accusé mena le sergent Impératrice et le lieutenant Beaumelle à l'un des points où Gravier avait fabriqué sa monnaie. Il conduisit deux personnes tout droit à un arbre, après lequel était un petit foyer ; alors il s'arrêta en disant : « C'est là ».

L'endroit était écarté, la surveillance des abords était facile, et une petite hutte en branchages se trouvait à côté du foyer.

Gravier fabriqua sa monnaie et la distribuait à ses complices ; ceux-ci avaient mission de l'échanger contre la monnaie légale. Gravier leur laissait pour bénéfice le quart environ de l'argent qu'ils rapportaient.

Le conseil a condamné :

Gravier, à vingt ans de travaux forcés ;
Desson, à dix ans de travaux forcés ;
Grandfills et Michels, à cinq ans de la même peine.

(Optimisme National.)

Le 26 septembre, la nommée Adèle Wargonne, veuve Lemaire, âgée de quatre-vingt ans, était venue au jardin, quand elle se trouva à sa maison pour se rendre dans les champs ; elle aperçut de loin le nommé Jules-Auguste Férét, âgé de quarante et un ans, charpentier au même lieu ; celui-ci se dirigeait vers elle ; il ne tarda pas à l'attendre, malgré les efforts qu'elle fit pour l'éviter et le fuir.

Depuis quelques temps, dit la rumeur publique, des relations existaient entre la veuve Lemaire et Férét. De quel côté étaient nées, il y a deux mois, une enfant, sur les remontrances qui lui furent faites, la veuve Lemaire avait pris la résolution de rompre avec son amant. Férét, se voyant évincé, en conçut une vive jalousie ; plusieurs fois il entendit proférer des menaces de mort.

C'est sous le coup de l'exaltation à laquelle il était parvenu, qu'il se précipita sur la veuve Lemaire ; il lui demanda d'un air menaçant et d'une voix brève si elle voulait consentir à l'écouter ; sur sa réponse négative, il tira de sa poche un revolver, et ayant qu'elle eût pu faire un pas

pour se sauver, il lui déchargea un coup de son arme au-dessous du sein gauche ; la malheureuse femme voulut s'échapper, mais elle tomba la face contre terre. L'assassin lui tira alors un second coup dans le dos.

Puis il dirigea son arme contre sa poitrine ; ces deux premiers coups ne l'abattant pas, il se tira un troisième coup dans le côté et tomba ; mais il eut encore la force de mettre son revolver dans la poche de son pantalon.

Au bruit des coups de feu, plusieurs personnes accoururent ; la veuve Lemaire respira encore ; elle répondit à ceux qui s'empressaient autour d'elle que sa blessure n'était pas grave ; à ces mots, Férét, quoique agonisant, fit un mouvement pour rassasier son arme, mais il re tomba lourdement sur le sol ; il était mort.

Transportée chez elle, la veuve Lemaire reçut les soins de M. le docteur André fils, qui constata que les blessures étaient mortelles ; la veuve Lemaire expira, en effet, vendredi matin, après d'horribles souffrances.

(Journal de Péronne.)

Bulletin de la bourse de Paris.

A V I S

L'EXPOSITION
générale
DES
GRNDS MAGASINS
du
LOUVRE

Est fixée au 14 Octobre.

L'Exposition des Nouveautés d'hiver pour laquelle de grands préparatifs ont été faits sera digne de la confiance dont sont honorés les **Grands Magasins du Louvre**.

Dès **Lundi prochain** commencera la distribution à domicile du **Catalogue des Opérations les plus marquant**es de la Saison, ainsi que des articles **nouveaux** qui ne se trouvent que dans notre Maison.

Ces **CATALOGUES** seront accompagnés des échantillons de **TISSUS DE SOIE GARANTIS A L'USAGE** dont nous sommes seuls détenteurs en Europe : le **DRAP CYCLOPE** de C. J. BONNET et le **PARIS-LOUVRE TRANSFORME**.

Les Dames qui connaissent nos **Assortiments de Soieries** ne sauraient faire leurs achats ailleurs que dans nos Magasins.

Ce n'est donc pas pour qu'elles établissent une comparaison que nous leur adressons des Échantillons; mais c'est afin que, même sans aucun besoin, elles puissent profiter de **Véritables occasions** qui n'ont aucun précédent.

D^r S. BROWN SEIGISMUND, dentiste américain, ouvrira le 15 octobre son cabinet, r. du Luxembourg, 15

